



Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michaël DELAFOSSE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Cycles de l'eau - Protection contre les inondations du Rieumassel à Grabels - Autorisation environnementale du projet d'aménagement du Rieumassel en application des articles L. 214-3 et R. 214-1 du Code de l'environnement - Enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique et autres procédures administratives - Approbation

Madame Véronique NEGRET, Vice-Présidente, rapporte :

Le PAPI2 Lez-Mosson-Etangs palavasiens, signé le 11 décembre 2015, a été élaboré sur la période 2013-2014, à l'issue notamment d'une étude hydraulique menée sur l'ensemble du bassin-versant de la Mosson et achevée en 2012. Cette étude a permis de justifier la nécessité d'aménagements structurels pour la protection des biens et des personnes sur la basse vallée de la Mosson, sur les communes de Lattes et Villeneuve-lès-Maguelone, ainsi que sur le Coulazou sur la commune de Fabrègues.

Alors que ce PAPI était en cours de construction, des crues majeures, pouvant dépasser certaines des hypothèses les plus défavorables jusque-là prises en compte, ont touché le bassin-versant de la Mosson en septembre et octobre 2014, causant d'importants dégâts sur des secteurs non pris en compte dans le PAPI2.

Sur la commune de Grabels, 196 habitations ont été inondées dont 156 par la crue très brutale du ruisseau du Rieumassel et le ruissellement pluvial. La commune de Juvignac a été touchée par les débordements de la Mosson avec 75 habitations inondées. Le ruissellement urbain, très important lui aussi, s'est conjugué aux débordements des cours d'eau en aggravant encore les niveaux de submersion et les vitesses d'écoulement au droit des secteurs habités.

Lors de l'épisode climatique d'octobre 2014, la plupart des habitations inondées par débordement des cours d'eau du Rieumassel et de la Mosson sur ces deux communes figuraient à l'extérieur des zones inondables d'occurrence centennale définies par les Plans de Prévention des Risques d'Inondations (PPRI) en vigueur.

Durant cet épisode, aucune victime n'est à déplorer mais les niveaux atteints et les vitesses d'écoulement ont causé de très importants dégâts sur les secteurs habités, sur l'espace public et sur les équipements publics, notamment le stade de la Mosson et ses terrains annexes.

Par délibération n°13633 du 24 février 2016, le Conseil de Métropole a approuvé le projet d'avenant n°1 au PAPI2 du bassin versant Lez-Mosson-Étangs palavasiens, élaboré conjointement avec le SYBLE, pour la période 2015-2020. Cet avenant n°1 a été signé le 21 mars 2017 par le SYBLE et les différents financeurs, à savoir l'Etat, la Région Occitanie et le Département de l'Hérault.

Cet avenant a permis d'inscrire au PAPI2 Lez-Mosson l'action 7.4 intitulée « Aménagement de protection contre les inondations du Rieumassel à Grabels ». Ce projet d'aménagement est réalisé sous maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole, avec le plan de financement suivant :

- 40 % pour l'État ;
- 20 % pour la Région Occitanie ;
- 40 % pour Montpellier Méditerranée Métropole.

Les travaux de protection consistent à augmenter la capacité de rétention du bassin G au nord de la Commune, à élargir le Rieumassel dans la traversée de la zone urbaine de Grabels et à reconstruire le pont des Ecoles, situé sur la rue de la Croix de Guillery, pour permettre une meilleure évacuation des crues du Rieumassel.

Après avoir sollicité les aides financières dans le cadre de l'avenant du PAPI2 Lez, Montpellier Méditerranée Métropole a commandé une mission de maîtrise d'œuvre complète à un bureau d'études agréé « digues et barrages » pour la conception et le suivi des travaux de protection contre les inondations et des dispositifs associés.

Le maître d'œuvre a finalisé les études de l'avant-projet qui prévoient :

- la destruction du barrage constituant le bassin G, d'une capacité de rétention actuelle de 27 500 mètres cubes, et la construction en lieux et place d'un nouveau barrage de 5,5 mètres de hauteur permettant de stocker 160 000 mètres cubes d'eau ;
- l'élargissement du cours d'eau du Rieumassel sur cinq zones de son parcours dans la traversée de la zone urbaine de Grabels ;
- la reconstruction du pont des écoles, dont la largeur du cadre est actuellement de 5 mètres, pour l'élargir à 13 mètres ;
- l'aménagement d'un merlon de 1 mètre de hauteur à la confluence entre le Rieumassel et le Redonnel.

L'ensemble de ces travaux est estimé à 2 400 000 € HT.

Les dossiers d'enquêtes publiques préalables aux autorisations administratives ont été élaborés sur la base des études de conception. Les dossiers soumis à ces procédures d'enquêtes sont établis conformément au Code de l'environnement, au Code de l'expropriation, au Code de l'urbanisme et à l'ensemble des textes réglementaires en vigueur et permettent de distinguer :

- le dossier d'autorisation environnementale ;
- le dossier de déclaration d'utilité publique ;
- le dossier d'enquête parcellaire ;
- le dossier de déclaration d'intérêt général.

Les travaux d'aménagement du barrage et du Rieumassel relèvent de plusieurs rubriques de la nomenclature loi sur l'eau qui sont soumis à autorisation en application des articles L. 214-3 et R. 214-1 du Code de l'environnement et concernent notamment :

- l'autorisation de modifier le profil en travers du cours d'eau sur plus de 100 mètres de longueur ;
- l'autorisation de construire un barrage relevant des critères de classement prévus par l'article R. 214-122 ;
- l'autorisation de construire un aménagement hydraulique au sens de l'article R. 562-18.

La procédure d'instruction s'inscrit dans le régime de l'autorisation environnementale unique en application des articles L. 181-1 à L. 181-4 du Code de l'environnement regroupant, en une seule instruction et une autorisation, diverses dispositions du Code de l'environnement.

Le contenu du dossier de demande d'autorisation environnementale est régi par les articles R. 181-13 et R. 181-15-1-IV du Code de l'environnement. Il comprend notamment des pièces propres aux aménagements hydrauliques, à savoir :

- l'étude de dangers établie conformément aux dispositions de l'article R. 214-116 ;
- la délimitation de la zone protégée par l'aménagement hydraulique et l'indication du niveau de protection dont bénéficie cette dernière ;
- l'étude d'impact de l'aménagement établie en application des articles R. 122-2 et R. 122-3 ;
- le document de l'organisation du gestionnaire des ouvrages pour garantir le niveau de protection des ouvrages en toutes circonstances et en période de crue.

Réalisée par un bureau d'études agréé par l'Etat, l'étude de dangers justifie notamment le niveau de protection de l'aménagement hydraulique et le niveau de sûreté des personnes protégées contre les inondations du Rieumassel.

Par définition, le niveau de protection d'un aménagement hydraulique est caractérisé par la différence entre le débit de crue arrivant dans l'ouvrage et le débit qui en sort et la capacité de rétention du barrage. Ce niveau de protection définit la responsabilité juridique du gestionnaire. Celle-ci ne sera pas engagée pour des crues plus importantes que celle retenue pour le dimensionnement de l'ouvrage ou si sa capacité de rétention est dépassée dans des conditions normales d'exploitation. En contrepartie, le gestionnaire de l'aménagement hydraulique a des obligations réglementaires de surveillance et d'entretien de l'ouvrage pour garantir son niveau de protection en toutes circonstances et en période de crue.

Par conséquent, il est proposé un niveau de protection pour l'aménagement du Rieumassel correspondant à un débit maximal de 20 m³/s en sortie du barrage jusqu'à une crue d'occurrence centennale, sans surverse de celui-ci, et à une capacité de rétention nominale de 160 000 mètres cubes.

Ces aménagements permettront de protéger 120 habitations situées en rive droite et en rive gauche du Rieumassel. Le plan d'implantation du futur barrage et les zones d'élargissement du Rieumassel sont annexés à la présente délibération.

Les principales mesures que va mettre en œuvre la Métropole afin de maîtriser les risques et garantir le niveau de protection de l'aménagement hydraulique du Rieumassel sont les suivantes :

- établissement d'un document décrivant l'organisation mise en place pour assurer l'exploitation de l'ouvrage, son entretien et sa surveillance en toutes circonstances, notamment les visites techniques approfondies, ses moyens d'informations et d'alerte de la survenance d'une crue et ses consignes d'exploitation en période de crue. Ce document est établi conformément aux dispositions des articles R. 214-122 ;
- installation d'une station de mesure de la hauteur d'eau dans la retenue du barrage pour être alerté lors du remplissage de celui-ci ;
- établissement d'une procédure d'information et de communication avec les autorités compétentes pour la mise en sécurité des populations en période de crue ;
- diffusion de l'étude de dangers à Monsieur le Maire de Grabels afin de lui permettre d'actualiser le Plan Communal de Sauvegarde.

Montpellier Méditerranée Métropole sera propriétaire des emprises foncières supportant les futurs ouvrages hydrauliques et le gestionnaire de ces ouvrages.

Il convient maintenant d'approuver l'ensemble des dossiers réglementaires, en vue d'engager les procédures d'enquêtes publiques pour permettre :

- l'acquisition, si besoin par voie d'expropriation, des emprise foncières nécessaires à la réalisation des ouvrages de protection contre les inondations ;
- l'obtention des autorisations requises pour la réalisation des travaux.

Il est également proposé au Conseil de Métropole de solliciter Monsieur le Préfet de l'Hérault, pour qu'il déclare l'urgence en application de l'article R. 232-1 du Code de l'expropriation, compte tenu de l'intérêt à réaliser les travaux dans les délais les plus courts au regard de la vulnérabilité de la commune de Grabels face aux crues exceptionnelles du Rieumassel.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le dossier d'autorisation environnementale des aménagements de protection contre les inondations du Rieumassel à Grabels, le dossier de Déclaration d'Utilité Publique (DUP), le dossier d'enquête parcellaire et le dossier de Déclaration d'Intérêt Général (DIG) ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à solliciter Monsieur le Préfet de l'Hérault, en vue de l'ouverture des enquêtes publiques conjointes nécessaires à l'obtention de l'arrêté d'autorisation relatif aux travaux d'aménagements hydrauliques décrit ci-dessus, de la DUP, de la DIG et des éventuelles procédures d'expropriation ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à solliciter Monsieur le Préfet de l'Hérault afin qu'il déclare l'urgence en application de l'article R. 232-1 et suivants du Code de l'expropriation ;
- de requérir, à l'issue des enquêtes, le prononcé des arrêtés correspondants ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-156653-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Implantation du barrage
- Coupe type du barrage

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.